Editorial

Justin Daniel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/plc/813>

DOI : 10.4000/plc.813

ISSN : 2117-5209

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 11-12

ISBN : 978-2-296-1141-3

ISSN : 1279-8657

Référence électronique

Justin Daniel, « Editorial », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 16 | 2010, mis en ligne le 06 mai 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/plc/813> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/plc.813>

EDITORIAL

Justin DANIEL

Professeur en Science Politique

Membre du CRPLC

Université des Antilles et de la Guyane

Fruit d'un long processus de maturation expliquant, en partie, le retard pris dans sa livraison, le numéro 16 de *Pouvoirs dans la Caraïbe* est aussi l'aboutissement d'une série de travaux scientifiques menés au sein du CRPLC. Les thèmes qui y sont abordés tissent la trame d'une vie scientifique interne à laquelle le laboratoire s'efforce d'associer quelques-uns des meilleurs spécialistes. Ces thèmes tournent le plus souvent autour de la question du fonctionnement de l'Etat dans les territoires périphériques de la République ; question qui n'a cessé d'alimenter les séminaires et les réflexions organisés ou animés par les membres de l'équipe.

Ce problème est appréhendé à travers l'article proposé par Sébastien Ségas « Identité en négociation : pratiques participatives, politique de développement et conflit identitaire en Pays basque 'français' ». L'auteur montre comment un cadre d'action symbolique – le « cadre participatif du développement au Pays basque » – a fait l'objet, au cours des années 1990, d'appropriations concurrentielles de la part de l'Etat et des autonomistes, dans un contexte fortement marqué par le conflit identitaire que l'on sait. La mobilisation par chaque partie de registres discursifs, qui s'entrecroisent parfois, vise non seulement à légitimer l'action qu'elle conduit, mais aussi à conforter sa position dans le champ politique, l'Etat cherchant à désamorcer la contestation, les autonomistes à imposer la reconnaissance institutionnelle du Pays basque.

Le recours à des registres de légitimation concurrentiels ou se renforçant mutuellement est un phénomène que l'on peut observer également en Guyane. L'approche comparative des campagnes municipales à Cayenne et Saint-Laurent du Maroni en mars 2008 proposée par Stéphanie Guyon et Marie-Emmanuelle Pommerolle est, de ce point de vue, particulièrement riche d'enseignements. Emprunté au champ discursif central, le discours sur la modernité et la diversité tel qu'il est porté par les listes victorieuses ne doit son efficacité qu'à la pérennisation, sous une forme, certes renouvelée, de pratiques politiques anciennes et solidement ancrées dans les réalités locales.

Il faut dire que le registre importé de la diversité trouve un terreau fertile à son acclimatation en Guyane du fait de la présence d'une population autochtone d'origine – les Amérindiens se répartissant en six groupes – et d'une population issue de l'esclavage – les Bushinenge ou Noirs-marrons se décomposant en quatre groupes –, sans oublier de nombreuses populations immigrées originaires des territoires voisins. Les revendications croissantes des deux premières catégories mentionnées se traduisent par une mutation de leurs rapports avec les pouvoirs publics que met clairement en évidence la contribution de Maude Elfort. Désormais, leurs particularismes coutumiers font l'objet d'une reconnaissance implicite ou explicite, sans que pour autant l'affirmation du principe unitaire de l'Etat ne soit remise en cause.

Toujours en Guyane, mais dans une perspective historique et à partir d'une utilisation raisonnée de la production archivistique, Céline Ronsseray se livre à une analyse fouillée du pouvoir des administrateurs envoyés à Cayenne au XVIII^e siècle et des relations que ceux-ci entretiennent avec leurs amis, mais aussi et surtout des abus qui peuvent en découler. L'éloignement du centre colonial et la capacité à créer ou investir des réseaux confèrent un véritable pouvoir à ces administrateurs qui, par leurs pratiques, tendent à abolir la frontière entre intérêt public et intérêts privés.

Deux autres contributions complètent cette livraison : celle, tout d'abord, de William Miles, qui analyse l'ambivalence de la position des Juifs à la Martinique, ces derniers assumant difficilement la réalité de leur présence géographique dans une société, par surcroît, rebelle à l'affirmation d'une quelconque forme de multiculturalisme ; celle, ensuite, de Lionel Arnaud, qui décrit finement le processus par lequel le carnaval de Notting Hill a été progressivement légitimé comme outil au service du développement social de la ville de Londres.

Enfin, le CRPLC s'est lancé depuis plusieurs années dans une entreprise audacieuse de traduction commentée des constitutions des vingt-cinq Etats de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC). Après la publication, il y a quelques années, d'un numéro spécial consacré à Antigua et Barbuda, aux Bahamas, à la Barbade, à Belize et à la Colombie, le numéro 16 de la revue s'inscrit dans la suite du travail entamé : il comporte une traduction de la constitution du Costa Rica commentée par le professeur Claude Emeri.